



Belgeo

Revue belge de géographie

2 | 2009

Third Belgian geographers' days

K. Kocsis, V. Rey, O. Groza, I. Ianosai, M. Patroescu,
South Eastern Europe in Maps / Atlas de la Roumanie

Budapest, Geographical Research Institute, Hungarian Academy of Sciences / Paris, La Documentation française, Reclus, CNRS GDRE S4, 2007, 208 p.

Christian Vandermorten



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/8121>

DOI : 10.4000/belgeo.8121

ISSN : 2294-9135

Éditeur :

National Committee of Geography of Belgium, Société Royale Belge de Géographie

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2009

ISSN : 1377-2368

Référence électronique

Christian Vandermorten, « K. Kocsis, V. Rey, O. Groza, I. Ianosai, M. Patroescu, *South Eastern Europe in Maps / Atlas de la Roumanie* », *Belgeo* [En ligne], 2 | 2009, mis en ligne le 21 mai 2013, consulté le 22 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/belgeo/8121> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/belgeo.8121>

Ce document a été généré automatiquement le 22 septembre 2020.



Belgeo est mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

K. Kocsis, V. Rey, O. Groza, I. Ianosai, M. Patroescu, *South Eastern Europe in Maps / Atlas de la Roumanie*

Budapest, Geographical Research Institute, Hungarian Academy of Sciences / Paris, La Documentation française, Reclus, CNRS GDRE S4, 2007, 208 p.

Christian Vandermotten

RÉFÉRENCE

K. Kocsis, V. Rey, O. Groza, I. Ianosai, M. Patroescu, *South Eastern Europe in Maps*, Budapest, Geographical Research Institute, Hungarian Academy of Sciences / *Atlas de la Roumanie*, Paris, La Documentation française, Reclus, CNRS GDRE S4, 2007, 208 p.

- 1 Ces deux ouvrages, chacun amplifiés et remaniés par rapport à leurs premières éditions, offrent une riche information cartographique, abondamment commentée, sur l'Europe du sud-est en général et, pour le second, spécifiquement sur la Roumanie. Le compte rendu de tels ouvrages est difficile et peut difficilement être exhaustif, sauf à se résumer à l'énumération de leurs tables des matières.
- 2 **L'atlas édité par l'Académie hongroise des sciences** s'inscrit dans la continuité de ceux publiés en 1928 par A. Halasz et en 1945 par A. Ronai. L'atlas adopte une démarche très classique, trop sans doute pour certains thèmes, comme la présentation physique de l'Europe du sud-est, commentée pays par pays – il est toujours utile de rappeler le caractère continental de cette région, qui n'est concernée par le climat méditerranéen que sur de minces franges adriatiques et méridionales –, l'inventaire ponctuel des "ressources naturelles" ou des parcs nationaux.
- 3 La synthèse est en revanche excellente et fort utile en matière de formation territoriale et d'évolution des répartitions ethniques. Les cartes politiques de cent ans en cent ans depuis l'an 1000 (encore que se pose la question de ce qu'était alors un État et s'il est

justifié de le cartographier par une tache de couleur, à la manière d'un pays contemporain), puis celles plus nombreuses pour le XX^e siècle, fournissent une vision synthétique de l'histoire territoriale mouvante de la région. Quelques commentaires soulignent le rôle légitimateur des histoires nationales "officielles", qui renvoient aux temps très longs, aux "grandes époques" mythifiées, qui sous-tendent des rêves territoriaux et enveniment les animosités entre peuples et États des Balkans. On sait combien dans cette région, mais c'est vrai aussi ailleurs, l'identité ethnique est un construit socio-politique, souvent contingent, combien aussi elle peut donner lieu à conflits (et à des assimilations et déplacements de populations). On appréciera dès lors d'autant plus les très bonnes cartes ethniques (= linguistiques) et religieuses à échelle identique pour 1910, 1991 et 2001 (la carte de 1910 étend vers le sud la cartographie ethnique de l'Europe centrale – jusqu'à la Baltique – que de Martonne avait publiée en 1931 dans le tome IV, 2 de la *Géographie universelle*). Les deux dimensions ethnique et religieuse s'imbriquent souvent dans ces zones où la formation de l'État-nation est tardive, voire incomplète, et ne repose pas exclusivement sur des bases bourgeoises-laïques, comme en Europe occidentale. Le renforcement des États en pays orthodoxe s'accompagne d'ailleurs de la reconnaissance de l'autocéphalie par le patriarche de Constantinople, accordée à l'église serbe en 1879, à la roumaine en 1885, à la bulgare en 1945 et à la macédonienne en 1958. Cette confusion entre identité ethnique et identité religieuse explique que ceux qui dans les recensements récents ne déclarent pas d'affiliation religieuse sont très peu nombreux, entre 0,2 % en Roumanie et 5,8 % en Bosnie-Herzégovine et en Croatie, sauf en Slovénie, très occidentale, catholique et ethniquement homogène, où il n'y a donc pas lieu de s'identifier par rapport à "l'autre communautaire" et où 32,9 % des recensés se déclarent dès lors athées ou sans affiliation religieuse. Les chiffres détaillés sont fournis dans un tableau croisé, pays par pays et ethnie par ethnie, pour un recensement du début des années 1920 et une autre du début du XXI^e siècle. On remarquera la forte ou très forte augmentation dans chaque pays du nombre des représentants de l'ethnie titulaire (outre les Roms – dont une carte de la répartition européenne est proposée p. 57 – et, dans une plus faible mesure des Turcs et des Gagaouzes en Bulgarie et secondairement en Roumanie). A l'inverse, les ethnies non titulaires voient leur nombre se réduire, jusqu'à la quasi-disparition de communautés jadis très nombreuses : sur l'ensemble de l'Europe du sud-est, les Juifs passent de 311 000 à 8 000 entre 1921 et 2001 et les Allemands de 1 194 000 à 68 000, les Italiens de 248 000 à 22 000. Dans les limites politiques actuelles des États (y compris le Kosovo et en considérant les Bosniaques musulmans comme nationalité titulaire en Bosnie-Herzégovine), la part des nationalités titulaires passe de 73 à 82 % de la population totale entre le début des années 1920 et le début du XXI^e siècle (avec une hétérogénéité maximale en 1921 sur le territoire de la Bosnie-Herzégovine – 31 % de titulaires – et minimale en Slovénie – 91 % ; aujourd'hui l'hétérogénéité est toujours maximale en Bosnie-Herzégovine – 44 % –, l'Albanie étant devenu le pays le plus homogène – 97 % –, avec en outre 89 % d'Albanais au Kosovo, contre 66 % en 1921, et 25 % en Macédoine). Des cartes spectaculaires montrent l'ampleur des mouvements de population inter-étatiques entre 1918 et 1938, 1938 et 1944, 1944 et 1951, 1989 et 2002 (en ce compris les transferts à l'intérieur de l'ancienne Yougoslavie et entre les anciens territoires roumains et la Transylvanie ou la Bessarabie/Moldova).

- 4 Un chapitre permet de suivre l'intense urbanisation que ces pays ont connue durant la période socialiste, au départ d'un héritage de sous-urbanisation et de retard industriel, même si cette urbanisation reste encore aujourd'hui faible par rapport aux standards

de l'Europe occidentale (entre 35 % d'urbains en Bosnie-Herzégovine et près de 70 % en Croatie et Bulgarie en 2002). A la fin de la Seconde Guerre mondiale, aucune ville balkanique ne dépassait 1 000 000 d'habitants, la "ville" typique des Balkans de l'entre-deux-guerres étant en fait un gros bourg d'apparence rurale de 10 à 20 000 habitants. L'urbanisation socialiste, en liaison avec l'industrialisation, a renforcé deux niveaux de villes, celles liées à une industrie, de 50 à 100 000 habitants, parmi lesquelles des "villes nouvelles" dont la répartition est cartographiée et qui sont aujourd'hui particulièrement affectées par la crise des industries qui les ont fait naître, et celui des centres régionaux (de 200 à 500 000 hab.). La tendance à l'urbanisation croissante a cessé après 1990 – avec même des phénomènes de retour vers le monde rural dans les années les plus difficiles de la transition, par exemple en Roumanie, mais aussi un renforcement relatif des capitales, dont le produit par habitant se renforce considérablement par rapport à celui des autres régions de leur pays depuis 1990, ici comme dans tous les anciens pays socialistes.

- 5 Le développement économique est retracé depuis la veille de la Première Guerre mondiale par l'évolution des PIB/habitant – dont la méthodologie de calcul aurait dû être précisée. Ce chapitre sur le développement économique, de même que les suivants, consacrés à l'industrie, à la production et à la distribution de l'énergie, à l'agriculture, aux transports, au tourisme sont malheureusement pour l'essentiel traités aux échelles nationales ou par des cartes non quantifiées (sauf pour les trafics ferroviaire et routier et la fréquence des liaisons aériennes).
- 6 **La seconde édition de l'atlas de Roumanie** confirme évidemment toutes les qualités de la première – et des atlas publiés par RECLUS/La Documentation française en général : très nombreuses cartes à l'échelle communale, cadrages à celle des judets, légendes construites sur la base de profils typologiques, mise en perspective historique, finesse de la cartographie, couverture originale d'un très large champ de thématiques.
- 7 L'atlas s'ouvre sur le positionnement de la Roumanie dans l'Europe (la carte de la Roumanie dans les accords européens est malheureusement entachée d'erreurs de couleurs), la formation du territoire et ses référents naturels, culturels, historiques et ethniques.
- 8 Le potentiel agro-écologique, une analyse précise des spéculations agricoles, des types d'exploitations et de la polarisation des espaces agricoles, le monde rural bénéficiant de 25 pages, à la mesure d'une ruralité en crise, mais qui reste d'une ampleur exceptionnelle en Europe. Ceci étant, les urbains sont passés de 3 millions en 1930 à 11,9 en 2004, le réseau urbain s'étant largement construit durant la période socialiste, selon une logique de distribution équilibrée des investissements sur l'ensemble du territoire. Cette politique a entraîné un sous-dimensionnement des grandes villes (en dehors de Bucarest) au profit de villes moyennes de tailles relativement identiques, réparties sur l'ensemble du territoire en parallèle avec les logiques administratives. Ceci se reflète aussi dans la géographie de la polarisation des territoires par les villes.
- 9 Depuis 1990, la population des villes diminue, y compris celle de la capitale, qui diffuse peu ses avantages comparatifs sur sa périphérie, la plaine méridionale à son contact ayant le plus bas niveau de développement culturel du pays. Bucarest est traité à travers plusieurs cartes spécifiques. Les blocs d'habitat collectif qui dominent les paysages urbains se dégradent, conséquence de leur qualité initiale médiocre, dont les effets sont aggravés par la crise sociale et la privatisation des logements sans règles de

gestion des parties communes. L'atlas traite la géographie physique (et celle des risques et pollutions) en tant que composante des réalités sociales.

- 10 De nombreuses cartes illustrent le recul intense après 1990 de l'industrie, jadis symbole de la réussite de la modernisation socialiste, en particulier en matière d'emploi, même si la production reprend après 1997. La pollution a diminué, mais largement en raison de cette crise industrielle. Le réseau des transports ferroviaires et routiers reste médiocre (27 % seulement du réseau ferroviaire est à deux voies, avec une vitesse commerciale des trains de voyageurs de 70 km/h et de marchandises de 40 ; 3,3 millions d'habitants habitent des communes sans connexion au réseau des routes nationales). Les cartes des services aux personnes soulignent l'ampleur de la privatisation dans tous les domaines, y compris dans l'enseignement supérieur, mais aussi dans le secondaire et le primaire, et la dégradation de services sociaux jadis garantis. La durée de la scolarité obligatoire a été réduite de 10 à 8 ans, ce qui projette dans l'avenir l'accentuation brutale des disparités sociales.
- 11 La plupart des cartes d'indicateurs sociaux et d'équipement mettent en évidence les mêmes inégalités régionales : outre Bucarest, les situations sont les plus favorables dans le Banat et le Crisana, puis en Transylvanie ; les plus défavorables en Moldavie et, selon les cas et moins intensément, dans les plaines valaques et parfois dans le Maramures. Mais toutes les variables sociales ne répondent pas à ce schéma général : ainsi, l'illettrisme des jeunes (qui dans 147 communes concerne de 10 à 27 % de la population des 12-24 ans !) concerne avant tout la Transylvanie et les plaines valaques et celles proches de la frontière hongroise, en liaison avec la répartition de la population tzigane (voire aussi magyare pour la Transylvanie ?), alors que l'illettrisme des personnes âgées est plus le fait des régions rurales reculées (Apuseni, Maramures, bas-plateaux moldaves et plaine valaque, delta du Danube) . Ou encore l'espérance de vie, avec une différence considérable de 6,3 ans entre les judets extrêmes : ici ce sont le Bihor-Maramures et la Dobrogea qui font nettement moins bien que la Moldavie, la Transylvanie et l'arc carpatique.
- 12 Dans le panorama général de baisse de la population depuis 1989 (de 23,2 millions en 1989 à 21,6 en 2004), quelques zones gagnent (modérément) des habitants : les petites localités du piedmont carpatique moldave (mais cette croissance est sans doute un leurre statistique, dans la mesure où c'est aussi une zone privilégiée d'émigration temporaire vers l'Europe occidentale) ainsi que quelques rares villes qui font exception à la tendance générale à la désurbanisation : Focsani en Moldavie, Pitesti, Ramnicu Vilcea, Craiova, Drobeta-Turnu Severin en Valachie.
- 13 Trois aspects des recompositions post-socialistes de la société roumaine sont examinés : l'émergence d'une société civile démocratique, mesurée à travers les résultats électoraux, et le fait religieux ; le démarrage d'une économie d'entreprise ; la mise en place de structures de gestion territoriale de base.
- 14 Au niveau électoral, la Transylvanie, le Crisana et la Banat continuent de s'individualiser par rapport à la vieille Roumanie, non seulement dans les zones hongroises mais aussi ailleurs, où la droite libérale est bien mieux représentée que les sociaux-démocrates. Ces derniers dominent nettement en Moldavie et en Valachie. Mais n'est-ce pas pour une part le reflet de l'ancrage plus urbain de la droite libérale, handicapée dans ces deux dernières régions par l'urbanité plus faible ? En effet, une analyse plus fine montre que la plupart des villes valaques et moldaves, y compris Bucarest, accordent aussi leur préférence à la droite.

- 15 La reprise du religieux voit toutefois l'orthodoxie contestée par la montée en puissance des églises néo-protestantes ; aux foyers originaux du Crisana et du Banat, s'ajoutent maintenant la Bucovine, au coeur du noyau monastique roumain, des développements dans le Maramures et en Transylvanie, un axe Brasov – Bucarest.
- 16 Alors que les phases initiales d'investissement des capitaux étrangers avaient aussi privilégié l'ouest (et Galati, implantation reprise par Mittal), ils se concentrent de plus en plus sur les seuls pôles de Bucarest et, secondairement, de Pitesti et Constanta.
- 17 La réorganisation des structures administratives et le développement des structures locales décentralisées ne s'accompagnent pas, bien au contraire, d'une amélioration des services rendus, faute de budgets suffisants et de personnel qualifié au niveau local. Comme les autres nouveaux membres de l'Union européenne, la Roumanie a mis en place un début de régionalisation, en particulier la définition de régions de développement, au statut incertain, les unités NUTS 1 du cadre statistique EUROSTAT. Les délimitations de celles-ci ne reprennent pas entièrement les divisions historiques, même si l'axe des Carpates reste une limite non franchie ; mais la Transylvanie est écartelée entre la région nord-ouest, le centre et l'ouest ; la région sud-est additionne à la Dobrogea des morceaux de la Moldavie et de Munténie, alors que le nord-est rassemble la plus grande partie de la Moldavie et la Bucovine. L'atlas propose des schémas structurels et des chorèmes pour chacune de ces régions.
- 18 Au total, un document actualisé d'une richesse exceptionnelle.